



LA FEDERATION COMMUNIQUE

ACCORD UE-MERCOSUR

L'AGRICULTURE SACRIFIÉE

Malgré une très large contestation du Ceta (accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne), Macron a profité de l'été pour le faire ratifier par l'Assemblée nationale. Les critiques se sont confirmées jusque dans les rangs de la majorité. Rejouera-t-il le même scénario pour l'accord entre le Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay) et l'Union européenne ? Le marchandage de l'Union européenne qui sacrifie des productions agricoles et la souveraineté alimentaire nationale est inacceptable. Les critiques sont fortes et nombreuses contre ce nouvel accord de libre-échange qui met en danger des filières de production, mettant en concurrence notre agriculture nationale avec des agriculture intensives d'Amérique du sud. Les enjeux sont fondamentaux pour notre pays.

Les droits de douane sur les importations de bœuf, de viande bovine transformée et de volaille seront fortement réduits au profit d'élevages industriels d'Argentine et du Brésil, grands utilisateurs d'antibiotiques et d'hormones de croissance. Les Ogm et autres pesticides interdits en Europe y sont monnaie courante dans l'alimentation animale notamment. Ces pratiques font peser de lourdes menaces sur les filières françaises, la qualité des produits et la santé publique, l'élevage et l'aménagement du territoire, l'environnement. Les portes sont ainsi largement ouvertes au leader mondial de la viande bovine, le brésilien JBS, impliqué dans des scandales sanitaires et autres fraudes. Les discours incantatoires et démagogiques sur les contrôles plus stricts ne rassurent personne quand on sait l'implication des pouvoirs publics français dans le scandale des « faux steaks hachés ».

L'entrée sans aucun droit de douane pour 180 000 tonnes de sucre et 450 000 tonnes d'éthanol du Brésil est inacceptable au moment où les groupes sucriers ferment des sites en France, restructuration entérinée par le ministère de l'Agriculture qui engage la filière à s'adapter au contexte de « surproduction » de sucre en Europe. Le gouvernement français multiplie les abandons agricoles et industriels.

Par ailleurs, les industriels laitiers seraient gagnants puisqu'ils pourraient exporter davantage grâce à la réduction des droits de douane des pays du Mercosur. Or Lactalis ou encore Danone sont directement implantés au Brésil par exemple ! Quels gains pour l'économie agroalimentaire nationale ? La baisse des tarifs douaniers de part et d'autre sur le vin et les spiritueux, le chocolat, les biscuits et autres conserves ne peuvent qu'engendrer une mise en concurrence des salariés.

Les salariés et l'économie nationale ont tout à perdre à ces tractations honteuses. Elles ne serviront qu'à accélérer les restructurations dans l'agriculture et les industries agroalimentaires, enfonçant le pays dans un type de développement agricole aggravant les dérèglements climatiques, la mise en cause de filières entières de production, la qualité des produits par l'abaissement des normes et réglementations sanitaires.

Montreuil,
Le 31 juillet 2019